Immigration : pourquoi le patronat en veut toujours plus

30/04/2010 à 6h02

Parce que l'immigration permet de payer les salariés toujours moins. C'est ce que dit un rapport du très sérieux et très officiel Conseil d'analyse économique, intitulé «*Immigration, qualifications et marché du travail*.»

On se souvient du président Pompidou, avouant peu avant sa mort qu'il avait ouvert les vannes de l'immigration en France, à la demande des grands patrons, désireux de pouvoir bénéficier d'une main d'oeuvre nombreuse, docile et bon marché, d'une réserve quasi inépuisable, à même de réduire les ardeurs revendicatrices des travailleurs français souvent organisés.

> *Quarante ans plus tard, rien ne semble avoir changé. Au contraire, les appels à l'immigration viennent toujours du même côté, et toujours pour les mêmes raisons. Seule différence : les secteurs économiques concernés sont désormais plus nombreux, dépassant le cercle du BTP ou de la restauration pour atteindre des professions autrefois épargnées, telles que les ingénieurs ou les informaticiens.*

Ainsi, les rapports de la Commission européenne, du Medef ou du Business Europe (le Medef européen) n'ont eu de cesse, depuis plusieurs décennies, d'en appeler à toujours plus d'immigration. En 2008, le célèbre rapport Attali, commandé par Nicolas Sarkozy, dressait un tableau de plus de 300 mesures d'inspiration très libérale, parmi lesquelles une accélération de l'immigration. C'est d'ailleurs cette pente que suit le président de la République depuis son élection, à travers ce qu'il a nommé « *l'immigration choisie.* »

L’immigration souhaitée par le grand patronat pour faire pression à la baisse sur les salaires, voilà en résumé l’explication souvent avancée. Pour la première fois, un rapport « *officiel,* » que nous avons décortiqué, confirme cette intuition.

Il date de 2009, et émane du Conseil d’Analyse Économique (CAE). Le CAE est un organe placé auprès du Premier ministre, peu réputé pour son caractère subversif, dans la mesure où il regroupe tout le gratin des économistes français « *officiels,* » ceux que les télévisions et les journaux acceptent de recevoir.

Vous allez le constater, la démonstration est sans appel.

Elle explique d’abord qu’en économie, la notion de « *pénurie* » de main d’oeuvre, dans un secteur d’activité donné, n’a pas de sens en période de chômage. C’est pourtant, systématiquement, ce facteur qui est mis en avant pour justifier le recours à l’immigration : le bâtiment peine à recruter tant de dizaines de milliers de travailleurs en France, il faut donc aller chercher la main d’oeuvre ailleurs, entend-on souvent.

« *Du point de vue de la science économique, la notion de pénurie n’est pas évidente* », nous dit ce rapport, ajoutant que le « *fait que certains natifs rejettent certains types d’emplois, peut simplement signifier que les travailleurs ont de meilleures opportunités que d’occuper ces emplois et donc, que les salaires correspondants devraient augmenter pour qu’ils soient pourvus* » (page 45).

Autrement dit, une pénurie de main d’oeuvre se forme, lorsqu’un secteur n’offre pas les salaires jugés suffisants pour devenir attractif. Poursuivons le raisonnement, et alors on comprend qu’au lieu d’augmenter les salaires, le patronat a tout intérêt à créer une pénurie, qu’il comblera en allant chercher ailleurs une main d’oeuvre prête à accepter des salaires plus faibles.

C’est la conclusion à laquelle le rapport parvient sans ambiguïté : « *Dans le cas du marché du travail, cela signifie qu’à la place de l’immigration des années soixante, on aurait pu envisager une hausse du salaire des moins qualifiés* » (page 46).

Le rapport du Conseil d’Analyse Économique recense également une série d’études françaises et étrangères, qui ont tenté de chiffrer l’impact de l’immigration sur les salaires : « *Atlonji et Card* [deux économistes] *trouvent qu’une hausse de la proportion d’immigrés d’un point de pourcentage, réduit le salaire de 1,2%* » (page 37)

« *Hunt* [une autre économiste] *trouve qu’une hausse de la proportion de rapatriés d’un point de pourcentage, a réduit le salaire d’environ 0,8%* » (page 37).

Concernant les États-Unis, « *Borjas* [un économiste] *conclut son étude en affirmant qu’entre 1980 et 2000, l’immigration aurait accueilli l’offre de travail d’environ 11%, ce qui aurait réduit le salaire des natifs d’environ 3,2%, et que cette réduction frappe la plupart des catégories d’expérience et d’éducation, mais de manière inégale* » (page 38).

Voilà des éléments qui devraient éclairer le débat public sur l’immigration.

Il est regrettable que, dans notre pays, une chape de plomb irrationnelle rende toute discussion sur ce sujet quasiment impossible, ce qui a le précieux avantage de permettre aux gouvernements, de gauche comme de droite, de continuer à mener la même politique favorable aux desiderata du grand patronat.

Marianne2

Vidéo : La CGT et la défense des ouvriers français : un malentendu ?

(Merci à Pierre 1er)